**Décret n° 60-107 MSAS du 9 mars 1960
portant réorganisation du Service de la santé publique du Sénégal**

Le Président du Conseil,

Vu la Constitution de la Communauté du 4 octobre 1958 ;
Vu la Constitution de la Fédération du Mali du 27 janvier 1959 ;
Vu la Constitution de la République du Sénégal du 24 janvier 1959 ;
Vu l'ordonnance n° 59-37 du 31 mars 1959 relative à l'exercice du pouvoir réglementaire ;
Vu l'ordonnance n° 59-38 du 31 mars 1959 relative aux pouvoirs généraux du Président du Conseil des Ministres et des Ministres ;
Vu le décret n° 59-77 SG du 10 mars 1959 réglant la répartition entre les Ministres des tâches et compétences administratives ;
Vu la loi sénégalaise n° 60-15 du 13 janvier 1960 portant réforme de l'organisation administrative du Sénégal ;
Le Conseil des Ministres entendu le 8 mai 1960,

Décète :

Article premier. — Le Service de la santé publique du Sénégal est placé sous l'autorité du Ministre de la Santé et des affaires sociales, dans les conditions définies au présent décret.

Art. 2. — Sont rattachés au Cabinet du Ministre :

1° *Un bureau d'études et de documentation* chargé de la préparation des règlements, décisions et instructions relatifs à toutes les questions de santé publique ;

2° *Une section d'éducation sanitaire des masses* ;

3° *Une section administrative et financière* (Bureau de gestion) chargée :

a) de gérer le personnel du Service de santé,

b) de préparer le budget du Ministère de la Santé, de veiller à son exécution et de suivre les opérations de recettes et de dépenses des formations sanitaires, de vérifier les comptabilités.

Art. 3. — La Direction de la Santé publique a dans ses attributions :

1° *Assistance médicale* :

— surveillance technique de tous les organismes sanitaires, qu'ils soient publics ou privés, sur toute l'étendue du territoire de la République du Sénégal ;

2° *Hygiène publique* :

— l'organisation et le contrôle de l'hygiène publique,

— l'application des mesures de salubrité publique,

— la prophylaxie des maladies transmissibles,

— la Protection maternelle et infantile ;

3° *Police sanitaire* :

— l'application des règlements sanitaires territoriaux et internationaux,

— l'organisation et la gestion du Service de Police sanitaire des aérodromes,

— le contrôle des pharmaciens et des dépôts de médicaments,

— le contrôle de l'entrée et de la sortie des médicaments dans le territoire,

— le contrôle des produits toxiques,

— le contrôle de la médecine privée ;

4° *Population* :

— études démographiques, rapports sanitaires épidémiologiques, statistiques.

Art. 4. — Le Directeur de la Santé publique est nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de la Santé publique et des affaires sociales. Nul ne peut être nommé Directeur de la Santé publique s'il n'est titulaire du diplôme d'État de docteur en médecine.

Art. 5. — Le Directeur de la Santé publique, placé sous l'autorité du Ministre, est responsable vis-à-vis de ce dernier de l'hygiène et de la salubrité publique dans le territoire. Il exerce les fonctions d'agent principal de la Police sanitaire maritime et des aéroports.

Il prépare, en exécution des directives du Ministre de la Santé publique, les programmes périodiques et les plans d'action sanitaire.

Le Directeur de la Santé publique est assisté dans ses fonctions par un adjoint, lui-même docteur en médecine.

Il est également assisté d'un ou plusieurs Conseils de santé créés au niveau des régions médicales et qui jugent de la situation médicale des fonctionnaires. Ces Conseils de santé fonctionnent également comme Commissions de rapatriement pour le personnel non-originaire de la République du Sénégal.

Art. 6. — La Direction de la Santé publique à Dakar est divisée en quatre sections placées sous l'autorité du Directeur, dont :

— une Section technique – Démographie, Population,

— une Section Pharmacie,

— une Section Protection maternelle et infantile (PMI),

— une Section de Grandes endémies, d'Hygiène et de Prophylaxie.

Les Chefs des Sections PMI et Grandes endémies sont obligatoirement docteurs en médecine.

Le Chef de la Section Pharmacie devra être titulaire du diplôme d'État de pharmacien.

Le médecin-chef des Grandes endémies est chargé auprès du Directeur de la surveillance des secteurs du STHMP et de la coordination avec l'organisme fédéral des Grandes endémies.

Art. 7. — Les services extérieurs de la Direction de la Santé publique sont articulés en régions médicales et circonscriptions médicales correspondant aux unités administratives, régions et cercles, fixées par la loi n° 60-15 du 13 janvier 1960 portant réforme de l'organisation administrative de la République du Sénégal.

Art. 8. — La région médicale est dirigée par un médecin qui prend le titre de médecin-chef de la région. Il relève techniquement du Directeur de la Santé publique.

La circonscription médicale est dirigée par un médecin-chef de circonscription.

Art. 9. — Le médecin-chef de la région et le médecin-chef de circonscription exercent, dans les conditions prévues par la loi pour le personnel des services et formations sanitaires et circonscriptions, la surveillance et le contrôle technique nécessaires à la bonne marche du service.

Art. 10. — Des arrêtés ministériels fixeront ultérieurement le mode de fonctionnement des différentes sections :

- Section technique - Démographie, Population,
- Section Pharmacie,
- Section Protection maternelle et infantile (PMI),
- Section de Grandes endémies - Hygiène et Prophylaxie.

Art. 11. — Toutes dispositions antérieures relatives à celles du présent décret sont abrogées, en particulier l'arrêté n° 1735 MSP du 6 mars 1958 et l'arrêté n° 5195 du 27 juillet 1957.

Art. 12. — Le Ministre de la Santé publique et des affaires sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 9 mars 1960.

Le Président du Conseil,
Mamadou Dia

JORS, 19-3-1960, 3366 : 354-355